

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Janvier 1967 — 5^{me} Année — N° 39

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
C.C.P. 2202-22 Marseille

Quand sautera le verrou des alliances franco-russes

QUE ceux qui attendent d'une sociologie créteine la révélation des rapports de classes en Russie examinent un instant les spécimens d'hommes politiques qui se sont succédés au Kremlin et que les voyages franco-russes ont jetés sous les feux impitoyables de la publicité ! Lorsque Khrouchtchev visita la France en 1960, il y vint en camelot dont le bagou et les prieries amusèrent les foules. Le rire est déjà une caution bourgeoise au pays de Rabelais ! Avec Kossyguine, c'est une nouvelle vague de commis-voyageurs qui nous arrive de la Sainte Russie : celle des hommes d'affaires ternes et sans joie dont raffolent les conseils d'administration et les banques. Khrouchtchev nous l'avait annoncé : « C'est notre patronat ! » et l'Amérique l'a jugé : « Il pourrait être à la tête de General Motors ». Tel est M. Alexis Kossyguine, plus qu'un homme politique, un symbole du « sérieux » et du conformisme social que la Russie bourgeoise entend mettre dans ses rapports avec l'Occident.

Les tsars avaient amené à Paris les ballets russes. Khrouchtchev n'était riche que de bons mots et de dictons paysans. Kossyguine, lui, apporte des offres commerciales, un marché à « prospecter », la promesse d'échanges fructueux. Il est bel et bien l'émanation politique des grands patrons de l'indus-

trie russe, le self made man sorti des rangs du prolétariat pour veiller aux destinées du Capital. Après Staline, l'inquiétant allogène, après Khrouchtchev, le turbulent kouliak d'Ukraine, le « socialisme » grand-russe ne pouvait pas apporter à l'Europe de meilleure garantie que la personnalité modeste et ferme d'Alexis Kossyguine. Et du même coup, la Russie tant redoutée passe progressivement des rubriques de « politique générale » aux annonces classées où renaissent en sourdine les vieux motifs rassurants de l'alliance franco-russe.

« Nos relations avec la France, a dit Kossyguine, doivent être organisées à long terme afin de discuter en paix et fructueusement de la politique mondiale et de la sécurité européenne. L'amitié qui existait traditionnellement entre la France et la Russie par le passé existe maintenant entre les Français et les Soviétiques, qui sont très proches les uns des autres ».

Comme ce « rapprochement entre les hommes » est une parole d'or pour les politiciens bourgeois qui manipulent dangereusement dans les éprouvettes de l'histoire le mélange explosif des peuples et des patries ! Kossyguine nous livre la formule de ce rapprochement des « Français » et des « Soviétiques » ; c'est celle que l'on croyait dépassée de la France Eternelle et de la Sainte Russie. La formule des tsars, des présidents de la Troisième République, des maîtres actuels du Kremlin et de de Gaulle réunis. Eh bien suivons ces « grands hommes » dans leur petit laboratoire politique avec l'intention d'y faire sauter tout ce qui pourra sauter !

Quelle était donc la tradition de « l'amitié franco-russe » jusqu'à la glorieuse révolution d'Octobre dont Kossyguine, comme ses prédécesseurs, voudrait faire oublier le spectre rouge qui hanta si longtemps l'Europe ? C'était la tradition du soutien mutuel que se prêtaient le tsar « knouteur, pendeur et déportateur » et la République bourgeoise française, pour maintenir l'ordre établi « de l'Atlantique à l'Oural ». Cet ordre-là, comme chacun sait, reposait sur les piles d'actions des emprunts russes et sur les régiments de cosaques envoyés traditionnellement au secours de la bourgeoisie européenne contre toutes les insurrections du prolétariat. Alliance de la démocratie parlementaire et du pogrome asiatique, du petit-bourgeois français et du grand propriétaire russe sur le dos des moujiks et du prolétariat mondial, elle faisait honte, avant 1914, aux démocrates et aux républicains qui, à la suite de Jean Jaurès et d'Anatole France, la dénonçaient avec indignation et mépris.

Mais en soutenant les tsars, la bourgeoisie française défendait sa propre domination de classe. La Russie féodale, avait dit Marx dès 1848, est l'ultime réserve de la contre-révolution. Et Engels écrivait prophétiquement en 1890 : « Le jour où tombera le pouvoir des tsars, ce dernier rempart de la réaction européenne, il soufflera un vent nouveau sur toute l'Europe. Car les gouvernements réactionnaires d'Europe comprennent bien que malgré toutes leurs chamaileries avec le tsar au sujet de Constantinople, le moment viendra où ils lui jetteront volontiers Constantinople, le Bosphore, les Dardanelles et tout ce qu'il exigera, pourvu qu'il les défende contre la révolution. Aussi, le jour où ce rempart passera aux mains de la révolution, les gouvernements ré-

actionnaires de l'Europe perdront tout ce qui leur reste de confiance et de tranquillité ; il ne leur faudra plus compter alors que sur leurs propres forces et ils sentiront bientôt combien cela change leur situation. Peut-être même se décideront-ils à envoyer leurs troupes pour rétablir le pouvoir des tsars : quelle ironie de l'histoire universelle ! » (« La politique extérieure du tsarisme russe » chapitre 3).

Engels ne s'était pas trompé. L'année 1917 qui marqua l'effondrement tant attendu du tsarisme, mit en effet toute l'Europe au bord de la révolution. Seules réussirent à tenir devant la propagation de l'incendie révolutionnaire les dernières forteresses de la démocratie bourgeoise : l'Angleterre et la France qui ne manquèrent pas d'envoyer leurs troupes contre Pétrograd. A l'épreuve lumineuse des armes l'on comprit alors que la guerre mondiale entre les Etats s'était transformée en guerre mondiale entre les classes et que la défense de Pétrograd ne pouvait se faire que dans les rues de Berlin, de Paris et de Londres.

L'Europe des patries s'écroulait devant l'Europe des prolétaires ! Plus encore que la guerre impérialiste, la guerre entre les classes bouleversa tous les rapports établis, fait éclater tous les systèmes d'alliances ; plus vaste enfin est l'arène internationale qu'elle réclame pour ses combats. La guerre impérialiste reste une « guerre de positions » ; la guerre des classes est la « guerre de mouvement » par excellence. Elle surgit en un point, triomphe, consolide son pouvoir, puis s'efface et reprend ailleurs la lutte en une chaîne ininterrompue dont la période 1917-1923 donne le plus remarquable exemple. C'est à cette guerre de mouvement que songeait Lénine lorsqu'il envisageait, en cas de victoire des armées blanches, de se replier au-delà de l'Oural, persuadé que sur les bords de l'Atlantique Chamberlain ou Poincaré ne tarderaient pas à tomber sous les coups d'une insurrection prolétarienne. C'est la reprise de cette guerre qu'il avait en vue lorsqu'il signait la paix de Brest-Litovsk et qu'il dénonçait toutes les tentatives des diplomates bourgeois pour instaurer un nouvel ordre européen sous l'égide du traité de Versailles et de la Société des Nations. Car la guerre de mouvement n'était pas seulement le principe stratégique de la guerre de classes, mais aussi sa seule perspective de victoire finale sur le Capital.

La bourgeoisie française le comprit très bien. Après la défaite de la révolution allemande, après de

(Suite en page 4)

VIETNAM : La fin du scandale

Pour la bourgeoisie du monde entier la guerre du Vietnam est un odieux scandale.

Pour la partie vulgaire de cette bourgeoisie, pour ce capitalisme américain, dont Lénine disait qu'il « se trouve magnifique tel qu'il est », il est intolérable qu'un peuple de paysans effianqués et déguenillés ose résister à la puissance la plus riche du monde et à ses splendides boys auxquels les hélicoptères vont en première ligne porter les biftecks tout chauds, cuits au beurre.

Pour la partie plus « cultivée » de la bourgeoisie, et en particulier l'euro-péenne, qui a hérité des temps précapitalistes le respect de certaines « valeurs », il est intolérable de voir s'affronter dans un combat aussi inégal « le Droit » et « la Force ». Enfin, pour la partie la plus raffinée, la progressiste, celle qui frottée de marxisme, — théorie essentiellement catastrophique — lui tire encore de temps en temps un coup de chapeau pour ses mérites « économiques » mais pense que cette doctrine, vieillotte, est à réviser et à dépasser, il est insupportable d'assister chaque jour impuissante à la progression de cette apocalypse scientifique.

Pour nous marxistes orthodoxes, dogmatiques et talmudistes, il n'y a dans cette guerre inexplicable aucun scandale. Nous y reconnaissons à l'œuvre notre vieil et implacable adversaire au visage d'acier et aux yeux de feu. Pour nous, au contraire, cette guerre est la fin d'un scandale immonde et tragique, celui qui commença lors du passage de l'Internationale rouge, née d'octobre, entre les mains des « théoriciens » de « la victoire du socialisme dans un seul pays », et qui culmina

avec la participation de l'U.R.S.S. et des nationaux communistes à la guerre mondiale antifasciste pour la plus grande gloire du capital et de son grand champion, l'impérialisme américain. Depuis quarante ans nous n'avons cessé de dénoncer ce scandale, purement « théorique » au début, mais que l'histoire devait se charger de révéler de plus en plus « pratique ». Pour les partisans de la « construction » du socialisme dans un seul pays, et le stalinisme ne fut que cela, le prolétariat russe devait édifier l'économie soviétique, puis aider, pays après pays, les prolétaires des autres nations à se détacher de l'emprise capitaliste et à édifier leurs propres économies nationales. A l'encerclement capitaliste devait ainsi succéder par grignotage coexistential l'encerclement socialiste. On sait ce qu'il en advint : non seulement l'armée russe dut réprimer les révoltes ouvrières de Berlin et de Budapest, mais l'Etat « socialiste » en arrive à accueillir les capitaux de l'Export - Import Bank pour fournir des voitures particulières à ses cadres. Non seulement toute « aide » économique à la Chine a cessé, mais aucun effort politique n'est entrepris — à cause de la nécessité de « sauvegarder les bonnes relations avec les Etats-Unis » — pour aider la République sœur du Vietnam à accéder à la simple indépendance nationale.

Dans les accusations réciproques que se portent Russes et Chinois au sujet du sort tragique de la nation vietnamienne, mais aussi dans les félicitations chaleureuses que les dirigeants vietnamiens adressent aux uns comme aux autres, le scandale

(Suite en page 4)

Les réactions lentes

« L'Humanité Nouvelle » est l'organe des « marxistes-léninistes », c'est-à-dire qu'elle défend les recettes du « socialisme » national chinois et maoïste qui suit, mais avec deux décennies de retard, la voie ouverte par le « socialisme » national russe et stalinien.

Or donc, « L'Humanité Nouvelle » s'indigne très fort, avec photographie en première page, de la fameuse poignée de mains qu'échangèrent récemment de Gaulle et Duclos dans l'am b i a n c e idyllique de l'amitié franco-russe des diplomates, des industriels et des commerçants. Et de voir là un signe de plus de la trahison des « révisionnistes modernes ». Sans doute, mais... l'indignation est vraiment trop tardive pour n'être pas suspecte. Avez-vous oublié le Front populaire, la « réconciliation nationale » de la Résistance, le gouvernement de la « Libération » où les camarades - ministres eurent sans doute bien d'autres occasions de serrer la main du général ? Alors, le « chef génial » était toujours sur son piédestal et vous militiez au P.C.F. : vous êtes du reste très fiers de votre passé de patriotes, de résistants ! Alors, à défaut de pudeur, ayez au moins l'indignation prudente...

Permanences à Marseille

Le Samedi 7 janvier
et
le samedi 21 janvier
de 17 h. 30 à 20 h. 30
au siège du journal
7, cours d'Estienne-d'Orves
LECTEURS
ET SYMPATHISANTS
PEUVENT Y PRENDRE
CONTACT AVEC NOUS

Réunions de sympathisants et lecteurs

A MARSEILLE

Cinquante ans après la victoire révolutionnaire d'octobre 17 en Russie, ses enseignements véritables, l'histoire véridique du parti bolchevique qui en fut le protagoniste principal, la portée et le sens des luttes qu'il mena — tout cela reste enfoui sous la montagne d'ordures et de falsifications érigée par la contre-révolution stalinienne. Même le militant mieux averti qui échappe à ce grand courant de dégénérescence, retombe le plus souvent dans les pièges plus insidieux des « critiques » ou des « interprétations » démocratiques, libertaires, ouvriéristes de la révolution russe qui, avec toutes les nuances que l'on voudra, partagent avec le stalinisme un reniement complet de la lutte des bolcheviks.

Notre série de réunions consacrée aux

ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION Russe

a pour but d'illustrer le déroulement réel des luttes de classe en Russie en montrant quelle éclatante confirmation elles apportèrent au marxisme orthodoxe dont les bolcheviks furent les défenseurs les plus rigides et les plus conséquents, les militants les plus actifs. Après deux exposés consacrés à l'introduction du marxisme en Russie, à l'affrontement entre menchévisme et bolchevisme et à la première révolution de 1905, nous consacrerons notre prochaine réunion à

La victoire d'octobre 1917

Cette réunion se tiendra le samedi 28 janvier, à 20 h. 30 au siège du journal :

7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS
SONT CORDIALEMENT INVITES A Y PARTICIPER

Le lecteur trouvera le début de cette étude dans nos numéros 36 (octobre 66) et 37 (novembre 66).

Avec Lénine commence une longue période de systématisation théorique rendue nécessaire à la fois par l'apparition au sein de la II^e Internationale, et singulièrement dans la social-démocratie allemande, du révisionnisme bersteinien, et par la lutte pour la constitution du parti de classe en Russie même.

Dans l'article « Sur les grèves » (Œuvres complètes, T. 4, p. 320), écrit à la fin de 1899, Lénine examine la question des luttes ouvrières en reproduisant presque littéralement les textes de Marx et d'Engels sur l'argument. On doit noter — et nous espérons démontrer qu'au moins pendant plus d'un siècle, de 1848, c'est-à-dire depuis le **Manifeste des communistes**, à aujourd'hui, les grands chefs communistes révolutionnaires et leur parti ont toujours « tapé sur le même clou », défendant les mêmes principes théoriques, poursuivant les mêmes buts, utilisant les mêmes moyens — que Lénine affronte le problème en se référant explicitement et d'une manière complète au marxisme, comme le fera plus tard le courant auquel nous appartenons, la Gauche communiste d'Italie.

Après avoir examiné à quelles conditions le travail est soumis dans le mode de production capitaliste, le texte poursuit ainsi :

« En régime d'économie capitaliste, la masse du peuple effectue un travail salarié pour autrui; elle ne travaille pas pour elle-même, mais pour des patrons, contre un salaire. On conçoit que les patrons s'efforcent toujours de diminuer le salaire ; moins ils donnent aux ouvriers, et plus il leur restera de profit. Quant aux ouvriers, ils s'efforcent d'obtenir le salaire le plus élevé possible... C'est une lutte incessante à propos des salaires... »

« Mais l'ouvrier isolé peut-il soutenir cette lutte ?... L'ouvrier isolé n'est plus à même de lutter contre le patron... Alors... les ouvriers engagent une lutte farouche. Voyant qu'en agissant isolément, chacun d'eux est complètement désarmé et risque de succomber sous le joug du capital, ils en viennent à se dresser d'un commun accord contre leurs patrons. Des grèves ouvrières éclatent... »

« Dans tout les pays, l'indignation ouvrière s'est manifestée à l'origine par des soulèvements isolés, des émeutes... Dans tous les pays, ces soulèvements isolés ont engendré, d'une part, des grèves plus ou moins pacifiques, et, d'autre part, une lutte générale de la classe ouvrière pour son émancipation... »

« Si les grèves inspirent toujours une telle épouvante aux capitalistes, c'est parce qu'elles commencent à ébranler leur domination. "Tous les rouages s'arrêteront, si ton bras puissant le veut", dit de la classe ouvrière une chanson des ouvriers allemands... Toute grève contribue puissamment à orienter les ouvriers vers l'idée de socialisme, de la lutte menée par la classe ouvrière tout entière pour s'affranchir du joug du capital... »

« La grève aide les ouvriers à prendre conscience de leur propre force et de celle des patrons ; elle les habitue à penser non pas seulement à leur propre patron et à leurs camarades les plus proches, mais à tous les patrons, à toute la classe des capitalistes et à toute la classe ouvrière... »

« Mais la grève n'ouvre pas seulement les yeux des ouvriers en ce qui concerne les capitalistes ; elle les éclaire aussi sur le gouvernement et les lois... L'ouvrier commence à se rendre compte que les lois sont faites dans l'intérêt exclusif des riches... Voilà pourquoi les socialistes appellent les grèves "l'école de la guerre", une école où les ouvriers apprennent à faire la guerre à leurs ennemis, en vue d'affranchir l'ensemble du peuple et tous les travailleurs du joug des fonctionnaires et du capital. »

« Mais "l'école de la guerre" ce n'est pas encore la guerre elle-même... Les grèves sont un des moyens de lutte de la classe ouvrière pour son affranchissement, mais pas le seul... Aussi les ouvriers ne peuvent-ils pas se borner exclusivement aux grèves et aux formes d'organisation qu'elles impliquent. En second lieu, les grèves n'aboutissent que là où les ouvriers sont déjà assez conscients, où ils savent choisir le moment propice, formuler leurs revendications, où ils sont en liaison avec les socialistes pour se procurer ainsi des tracts et des brochures... »

Parti et syndicats dans la conception marxiste classique

III

« Cette tâche doit être assumée en commun par les socialistes et les ouvriers conscients, qui formeront à cet effet un parti ouvrier socialiste... Lorsque tous les ouvriers conscients deviennent des socialistes, c'est-à-dire qu'ils aspirent à l'émancipation de tous les travailleurs, lorsqu'ils s'unissent à travers tout le pays pour propager le socialisme parmi les ouvriers, pour enseigner aux ouvriers tous les procédés de lutte contre leurs ennemis ; lorsqu'ils forment un parti ouvrier socialiste luttant pour affranchir tout le peuple de l'oppression gouvernementale et pour émanciper tous les travailleurs du joug du capital, alors seulement la classe ouvrière adhère sans réserve au grand mouvement des ouvriers de tous les pays, qui rassemble tous les ouvriers et arbore le drapeau rouge avec ces mots : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" »

Ce texte d'éducation politique élémentaire, simple, sans prétention et bien dans le style de Lénine, définit parfaitement l'essentiel de la question, c'est-à-dire que les grèves et les « formes d'organisation qu'elles impliquent » — les syndicats — ne suffisent pas, que la vague des luttes ouvrières doit aboutir à la constitution du parti des ouvriers "conscients" qui soit la conscience de tous les ouvriers. Cette idée sera continuellement reprise, sous diverses formes et dans diverses circonstances, particulièrement pendant la formation du parti en Russie qui coïncide avec la lutte contre l'économisme et le spontanéisme.

En 1902, Lénine écrit un article « Sur le droit de grève », intéressant pour son actualité. Analysant une mesure "libérale" du gouvernement tsariste, il attaque les "marxistes légaux" — et pas seulement ceux de Russie et de cette époque-là ! — en démasquant la tactique de "légalisation" des syndicats de la part de l'Etat et le respect des opportunistes pour la "sagesse" d'un Etat qui, sous la pression des lois économiques et des industriels eux-mêmes, est contraint d'admettre, par la bouche de son ministre des Finances, que, « en réalité, au contraire, toute grève (si elle ne s'accompagne pas de violences, naturellement) est un phénomène purement économique, absolument naturel, et ne représente pas une menace pour l'ordre et la tranquillité publiques. Dans ce cas, la sauvegarde de l'ordre doit prendre des formes identiques à celles que l'on adopte durant les fêtes populaires de plein air, les fêtes solennelles, les spectacles et autres choses semblables. » Dans son commentaire, Lénine stigmatise prophétiquement l'actualité d'aujourd'hui : « C'est là un véritable langage de libéraux manchestériens ; pour eux la lutte entre le capital et le travail est un phénomène absolument naturel car ils identifient avec une grande désinvolture "le commerce des marchandises" et le "commerce du travail"... et exigent la non-intervention de l'Etat, en lui laissant la fonction de gardien de nuit (et de jour) ». Lénine s'en prend ensuite au "marxiste légal" (Strouvé en Russie) qui se réjouit de cela et invite les ouvriers à la "modération" pour "augmenter l'importance" de l'agitation "légal" : « Monsieur Strouvé dit entre autres que le nouveau projet est une expression de "sagesse étatique"... Il n'en est rien, Monsieur Strouvé. On ne doit pas le projet de loi nouvelle sur les grèves à la "sagesse étatique", mais bien aux industriels. Le projet n'a pas vu le jour parce que l'Etat a "reconnu" les bases fondamentales du droit civil (la bourgeoisie "liberté et égalité des patrons et des ouvriers"), mais parce que l'abolition du caractère délictueux des grèves est devenue avantageuse pour les industriels ». Et Lénine conclut en invitant les ouvriers à ne pas "modérer" leurs revendications, "mais à les poser avec plus de force" : « Sur le délit que le gouvernement a envers le peuple, ils veulent vous donner un kopeck sur cent roubles. Profitez de l'offre pour exiger à voix toujours plus haute le montant total du délit afin de discréditer définitivement le gouvernement, afin de préparer vos forces à lui porter le coup décisif. »

En 1902, la lutte contre l'économisme fait rage, et dans son célèbre *Que faire ?* écrit entre l'automne 1901 et février 1902, Lénine revient avec une vigueur polémique incomparable sur la question du parti et du syndicat en se référant à certaines positions typiques de l'économisme exprimées par la revue "Rabotchaia Mysl" : « "...Le mouvement ouvrier doit sa vitalité au fait que l'ouvrier lui-même se charge enfin de son sort, qu'il a arraché des mains de ses dirigeants". On proclame que "la base économique du mouvement est obscurcie par la tendance à ne jamais oublier l'idéal politique", que la devise du mouvement ouvrier est la "lutte pour la situation économique" (!) ou, mieux encore, "les ouvriers pour les ouvriers" ; on déclare que les caisses de grève "valent mieux pour le mouvement qu'une centaine d'autres organisations"... »

« Les formules comme : il faut mettre au premier plan non la « crème » des ouvriers, mais l'ouvrier « moyen », l'ouvrier du rang, ou comme : "le politique suit toujours docilement l'économique", etc..., etc., acquièrent une vogue et eurent une influence irrésistible sur la masse des jeunes entraînés dans le mouvement et qui, pour la plupart, ne connaissent que des fragments du marxisme tel qu'il était exposé légalement. C'était là l'écrasement complet de la conscience par la spontanéité... La spontanéité des ouvriers séduits par cet argument qu'une augmentation, même d'un kopeck par rouble, valait mieux que tout socialisme et toute politique, qu'ils devaient "lutter en sachant qu'ils le faisaient, non pas pour de vagues générations futures, mais pour eux-mêmes et leurs propres enfants"... Les phrases de ce genre ont toujours été l'arme préférée des bourgeois d'Occident qui, haïssant le socialisme, travaillaient eux-mêmes à transplanter chez eux le trade-unionisme anglais et disaient aux ouvriers que la lutte uniquement syndicale est justement une lutte pour eux et pour leurs enfants, et non pour de vagues générations futures avec un vague socialisme futur. Et voici que "la social-démocratie russe" se met à répéter ces phrases bourgeoises... »

« Cela nous montre que tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, tout amoindrissement du rôle de "l'élément conscient", du rôle de la social-démocratie, signifie par là-même — qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien — un renforcement de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers » (souligné par Lénine).

Après avoir cité un long passage d'une critique de Karl Kautsky au projet de programme du parti social-démocrate autrichien où se trouve le célèbre passage, plusieurs fois cité par Lénine et parfaitement conforme à l'orthodoxie marxiste la plus intransigeante : « la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément », Lénine continue ainsi :

« On parle de spontanéité. Mais le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise... car le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme... et le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie, est de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire. »

On réaffirme donc ici l'importance capitale du parti et sa fonction de guide des masses prolétaires en lutte. On retrouve cette nécessité, dans « Que faire ? » toujours, à propos de cette question délicate : les syndicats doivent-ils être ou non des organisations du parti ? Lénine souligne tout d'abord que « la lutte politique de la social-démocratie est beaucoup plus large et plus complexe que la lutte des ouvriers contre le patronat et le gouvernement. De même

(et de ce fait) l'organisation du parti social-démocrate révolutionnaire doit nécessairement être d'un autre genre que l'organisation des ouvriers pour la lutte économique. L'organisation des ouvriers doit être, en premier lieu, professionnelle ; en second lieu, la plus large possible ; en troisième lieu, la moins conspirative possible (ici et plus loin, je ne parle, bien entendu, que de la Russie autocratique). Au contraire, l'organisation des révolutionnaires doit englober avant tout et principalement des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire. Devant cette caractéristique commune aux membres d'une telle organisation, doit absolument s'effacer toute distinction entre ouvriers et intellectuels et, à plus forte raison, entre les diverses professions des uns et des autres ». On retrouve ces idées telles quelles dans les textes anciens et récents de notre courant, la Gauche communiste italienne, comme preuve éclatante d'identité de pensée et d'action révolutionnaires.

Lénine explique ensuite en quoi se différencie l'Occident « libre » et la Russie autocratique : « Dans les pays de liberté politique, la différence entre l'organisation syndicale et l'organisation politique est parfaitement claire, comme l'est aussi la différence entre les trade-unions et la social-démocratie. Certes les rapports de cette dernière avec les trade-unions varient inévitablement de pays à pays selon les conditions historiques, juridiques et autres ; ils peuvent être plus ou moins étroits, complexes, etc. (ils doivent être, à notre avis, les plus étroits et les moins complexes possible), mais il ne saurait être question, dans des pays libres, d'identifier l'organisation syndicale avec celle du parti social-démocrate ». La solution de Lénine est catégorique et ne laisse pas place aux interprétations. Le parti doit être complètement distinct de la classe et de ses organisations syndicales et politiques là où les conditions du heurt entre les classes sont « libres » de se développer sans entraves « asiatiques », etc..., mais ils peuvent coïncider là où, comme en Russie, « le joug de l'autocratie efface, à première vue, toute distinc-

tion entre l'organisation social-démocrate et l'association ouvrière ».

Mais Lénine, qui connaît déjà l'oppositivisme sur le bout des doigts, montre qu'on ne doit pas se laisser séduire « par l'idée de donner au monde un nouvel exemple de "liaison étroite et organique avec la lutte prolétarienne", de liaison du mouvement syndical et du mouvement social-démocrate ». Et il insiste : « Le malheur est qu'on va plus loin et qu'on rêve d'une fusion complète du social-démocratie et du trade-unionisme ».

Au contraire, « les organisations ouvrières pour la lutte économique doivent être des associations professionnelles. Tout ouvrier social-démocrate doit, autant que possible, soutenir ces organisations et y travailler activement. Bon. Mais il n'est point de notre intérêt d'exiger que les social-démocrates seuls puissent être membres des unions "corporatives" : cela restreindrait notre influence sur la masse. Laissons participer à l'union corporative tout ouvrier qui comprend la nécessité de s'unir pour lutter contre le patronat et le gouvernement. Le but même des unions corporatives ne saurait être atteint, si elles ne groupaient pas tous ceux à qui est accessible au moins ce degré élémentaire de compréhension, et si ces unions corporatives n'étaient pas des organisations très larges. Et plus larges seront ces organisations, plus large aussi sera notre influence sur elles, influence exercée non seulement par le développement "spontané" de la lutte économique, mais aussi par l'action consciente et directe des membres socialistes de l'union sur leurs camarades... Les organisations professionnelles peuvent non seulement être d'une immense utilité pour le développement et l'affermissement de la lutte économique, mais encore devenir un auxiliaire très précieux de l'agitation politique et de l'organisation révolutionnaire ».

(La suite de ces articles montrera la parfaite continuité doctrinale et historique qui nous rattache au courant du marxisme orthodoxe et radical sur cette question des rapports entre l'organisation politique révolutionnaire du prolétariat et ses organisations de lutte immédiate).

LE MANQUE DE PLACE NOUS OBLIGE A RENVOYER AU PROCHAIN NUMERO LA LISTE DES SOUSCRIPTIONS

Commerce à avantage réciproque

Une dépêche de presse, en date du 19 décembre, nous apprend les faits suivants :

« Selon l'« Observer », la Chine aurait vendu au début de l'année aux Etats-Unis pour 1 million de dollars (5 millions de francs français) de barres d'acier destinées à la construction d'installations militaires au Vietnam du Sud. »

Citant des « sources commerciales dignes de foi », le journal indique que l'acier a été acheté par des intermédiaires à Singapour et payé par le truchement de banques de Hong-Kong.

« Toutes les parties intéressées, de Pékin au Pentagone, écrit l'auteur de l'article, devaient être au courant de l'origine et de la destination des barres, qui pouvaient servir aussi bien à la construction de blockaus qu'à celle de pistes métalliques pour les bombardiers et les chasseurs américains. »

Ces achats ont été particulièrement importants en début d'année du fait que seule la Chine était en mesure de répondre aux conditions de qualité, de quantité et de délai de livraison capables de satisfaire les autorités américaines. Ils se sont ensuite ralentis vers le milieu de l'année lorsque les fournisseurs japonais et belges ont pu faire face à la demande. »

Malgré le démenti de « Chine Nouvelle », qui entre dans la catégorie bien connue de la « raison d'Etat », est-il besoin d'ajouter un commentaire ?

Programme Communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le numéro d'octobre - décembre est paru

Au sommaire :

- Wall Street, Moscou, via Turin.
- Socialisme ou proudhonnieries ?
- L'impérialisme dans la critique marxiste
- Le mouvement social en Chine (fin).

En vente dans les principaux kiosques ou à l'adresse du « Prolétaire ».

Le numéro : 2,50 F (Belgique : 2,50 FB)

Abonnement annuel : 9 F (90 FB)

Abonnement combiné avec "Le Prolétaire" : 12 F (120 FB)

Abonnement de soutien : 20 F (200 F.B.).

La sempiternelle raison qu'évoquent les « communistes » actuels, lorsqu'on leur reproche d'avoir renié Lénine en adoptant les voies pacifiques, nationales et parlementaires du socialisme, tient en ces quelques mots : le capitalisme n'est plus le même. Argument misérable qui se retourne contre ses auteurs : s'il y a quelque chose de changé dans la société capitaliste, c'est bien précisément le rôle du Parlement, hier important, aujourd'hui nul. Il n'a jamais été un moyen d'atteindre au socialisme, mais il a même perdu les quelques possibilités qu'il offrait au parti ouvrier de lutter pour des améliorations mineures du sort du prolétariat.

Dès la première guerre mondiale, le Parlement a cessé d'être le centre de la vie politique et le lieu où se déterminent les grandes orientations de l'Etat. Mais les prérogatives qui lui restaient encore entre les deux guerres, et que, tant bien que mal, il avait sauvé grâce à l'avènement de la IV^{ème} République, il les a perdues sans gloire au cours des vicissitudes tragi-comiques qui ont présidé à la naissance de la V^{ème}. Désormais, il n'est plus l'instance suprême au-dessus de l'appareil d'Etat : il est « court-circuité » par ce dernier qui travaille en liaison directe avec les sphères dirigeantes du capital. Il ne légifère plus, il entérine. Il ne décide plus, il obéit. Il n'est plus le théâtre de pittoresques luttes oratoires pour les grandes « options » politiques : il est le parterre servile destiné à acquiescer aux mesures prises sans lui, ou contre lui.

Or, c'est cet outil, devenu inutile mais toujours stérile et bavard, dont l'opinion s'est depuis longtemps détournée, que les communistes dégénérés s'évertuent à remettre en faveur, oubliant leur dénonciation passée, reniant leurs imprécations anciennes, ayant le front de soutenir que cette "valeur" démocratique démonétisée est devenue l'unique et suprême moyen d'en finir avec les horreurs et misères de la société capitaliste ! En vérité, ce n'est pas en vertu des changements survenus dans cette société, mais au défi de ces changements, que l'opportunisme de souche moscovite a choisi de ressusciter le vieux parlementarisme bourgeois, s'efforçant de dissimuler, contre toute évidence, que s'il y a quelque chose de nouveau, dans l'histoire de la démocratie bourgeoise, c'est bien la tranquille impudence avec laquelle elle affiche au grand jour n'être que pure dictature !

Le désastre du mouvement prolétarien réside justement dans ce fait : tandis que la bourgeoisie est revenue à sa "première manière" d'intolérance totale à l'égard des revendications immédiates des ouvriers, il s'en faut que la classe salariée ait retrouvé sa propre impétuosité juvénile. Dans notre numéro précédent, nous avons expliqué comment le prolétariat, éprouvant dès son entrée sur la scène historique ce que valaient les libertés qu'il avait aidé à conquérir, se trouva irrésistiblement porté à agir sur un terrain révolutionnaire. Le socialisme scientifique de Marx théorisa cette attitude, démontrant qu'elle répondait à la véritable situation de la classe ouvrière au sein des rapports capitalistes de production, formule que nous avons résumée en disant que le prolétariat était né anti-électorale. De longues décennies de corruption économique jalonnées de profondes défaites politiques ont effacé de l'esprit des ouvriers cette notion fondamentale et, si on ne prend soin de la rétablir au préalable, ne fut-ce que dans le domaine théorique, on s'expose à l'incompréhension la plus totale en invitant les salariés à désertir les urnes électorales. Il est bien évident que tout anti-électorale, non pas moral, individuel, intellectuel, comme celui que proposent les anarchistes, mais collectif et de classe, présuppose l'existence dans cette classe d'une conviction révolutionnaire. Si nous, communistes internationalistes, sommes abstentionnistes et proposons aux ouvriers de le devenir, c'est parce que nous voyons au-delà des élections, c'est parce que nous

Un cadavre à la peau dure : Le crétinisme électoral

PARLEMENTARISME ET CRISE CAPITALISTE

« ... Cette maladie toute spéciale qui, depuis 1848, a sévi sur l'ensemble du continent, à savoir le crétinisme

avons une conception du rôle et de la fonction de la classe ouvrière toute différente de celle qui consiste à pourvoir en savants discoureurs les travées du Palais Bourbon. Nous croyons, en un mot, à la mission historique, spécifique, révolutionnaire, du prolétariat.

Voilà le grand mot lâché. De nos jours, et depuis que la classe ouvrière est redevenue "raisonnable", ceux qui parlent encore de "prolétariat" et de "révolution" apparaissent comme des attardés, sinon des fous. L'homme de la rue trouve casse ou blessant que l'on s'entête à utiliser des termes que démentent cruellement l'impuissance et la division des travailleurs salariés. Quant aux sociologues distingués ou aux intellectuels progressistes qui pululent dans les rangs du P.C., ils acceptent aimablement de nous expliquer, avec une condescendance patiente, que la classe ouvrière, compte tenu, bien entendu, des changements survenus, n'a plus besoin d'un dogmatisme bête et barbare comme le nôtre. Inutile, si l'on se rend a priori à des arguments de ce genre, qui brillent surtout par l'inaptitude de leurs auteurs à comprendre les "changements" quels qu'ils soient, d'aller plus avant dans l'étude critique de la tactique parlementaire du mouvement ouvrier, et même dans celle de la tactique tout court : allez donc voter tout votre saoul si vous pensez que cette infame société est assurée-tous-riques pour l'éternité. Mais à qui possède un peu de sens critique, un restant d'instinct prolétarien, on voudrait tout de suite montrer ici que le sérieux et le "réalisme" ne sont nullement du côté de nos contradicteurs. Nous ne nions pas l'embourgeoisement du prolétariat des puissances impérialistes, tout en faisant remarquer cependant qu'il est plus politique qu'économique. Nous reconnaissons également que notre évocation du prolétariat, dans l'acceptation précédemment définie, demeurera pure abstraction aussi longtemps que les prémisses d'une grande crise économique et sociale ne le tireront pas de son apathie actuelle. Nous convions donc qui nous lit à poser la question dans son vrai cadre qui n'est pas : doit-on ou non utiliser le parlement dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais qui est : la crise capitaliste, qui appellera le prolétariat aux armes — et non aux urnes — est-elle ou non inéluctable ? Il convient de trancher ce point avant d'examiner les expériences passées de « parlementarisme ouvrier » dont il faut souligner que, quel que soit leur résultat final, elles se séparaient totalement des répugnantes combinaisons électorales du "communisme" 1966.

Expliquons donc pourquoi nous croyons au prolétariat et à sa mission historique. La grande victoire de l'impérialisme contemporain n'est pas niable : il a réussi à corrompre les masses ouvrières des métropoles en refoulant ses contradictions mortelles jusqu'à la périphérie de sa domination mondiale : le "plein emploi" qu'il vante, les salaires relativement "décentes" qu'il assure à une bonne moitié des exploités d'occident ont pour contre-partie la misère moyennageuse des pays sous-développés. L'opinion que se forme le commun des gens sur le concept "révolution" n'est que le simple reflet de cet état de chose : on admet volontiers, surtout parmi les intellectuels d'avant-garde, qu'il se manifeste de terribles convulsions sociales et politiques dans ces pays ardents dont les populations affamées luttent héroïquement sous un déluge de fer et de feu. Là, pense tout-un-chacun, il est licite de parler de "révolution", et même d'en attendre plus qu'elle ne peut donner. Mais c'est là un sort ma-

parlementaire, qui relègue dans un monde imaginaire ceux qui en sont atteints et leur enlève toute intelligen-

lencontreux réservé au seul "tiers-Monde", à une zone du globe en marge de la société réelle, de la belle société civilisée, toute d'opulence, de chrome étincelant, de béton titanésque, où la misère physique est relativement rare et où, par conséquent, l'histoire doit forcément emprunter des voies plus raffinées que celle de la violence révolutionnaire, sa grande "accoucheuse" selon Marx.

Plus que dans la puissance meurtrière des bombes et des avions supersoniques, c'est dans la généralisation de cette psychologie à tout le prolétariat des grands pays industrialisés que réside le secret de la force actuelle du capitalisme. Mais c'est aussi dans cette opinion que se révèle la sottise incommensurable des opportunistes de toutes les espèces. Ces derniers, parce que l'impérialisme a surmonté sa contradiction la plus urgente, imaginent, non seulement que sa victoire sur elle est éternelle, mais encore que cette contradiction est sans rapport, sans liaison, sans incidences sur une foule d'autres contradictions moins spectaculaires mais qui ne s'en développent que plus profondément. Ils ferment les yeux sur les crises larvées qui gangrènent sans retour des secteurs entiers de production. Ils ignorent les menaces de la courbe démographique qui, tandis que l'impérialisme exterminait au Vietnam des paysans, lui prépare l'afflux massif, au cœur des métropoles, de millions de prolétaires sans emploi. Ils dédaignent superbement la signification de maints symptômes sociaux d'incivisme qui, s'ils ne doivent pas encore, ou pas forcément, donner des soldats à la révolution, ôtent à la conservation sociale autant de partisans actifs. Du capitalisme pourrissant, ils ne veulent en somme prendre en considération qu'une seule de ses contradictions fondamentales, dont le relatif étouffement momentané dérober à leurs yeux l'œuvre inlassable des autres lépreux, des autres lézards qui minent tout l'édifice.

Est-ce donc là du "réalisme" ou de la cécité ? Selon le matérialisme historique, dont ces beaux messieurs se réclament assez souvent, la révolution sociale est l'expression violente du conflit qui oppose incessamment les forces productives en continu développement à la

ce, tout souvenir et toute compréhension pour le rude monde extérieur... » (Karl Marx, "Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte").

superstructure politique, figée et devenant à un certain moment caduque. Sans doute la révolution n'est-elle victorieuse que lorsque les forces productives humaines — dans les temps modernes, le prolétariat — parviennent à détruire la superstructure politique, c'est-à-dire l'Etat capitaliste, à disperser les hommes, armés et non armés, qui sont au service de cet Etat. Tout ralentissement, toute interruption de cette lutte physique entre les classes retarde la révolution et prolonge la forme caduque. Ils n'interrompent pas pour autant le processus souterrain qui développe et exaspère un ensemble de contradictions qui, après un délai plus ou moins long, explosent à nouveau en conflit social. Bien au contraire, le maintien des rapports de production capitaliste accroît ces contradictions de façon incommensurable. Le développement actuel des forces productives est inouï ? Immense sera donc la révolte des forces sociales dont l'importance et le nombre sont liés à ce développement.

Cependant, lorsqu'on considère ce développement des forces productives et les résultats sociaux qu'on peut en prévoir, il ne faut pas se limiter au seul domaine de l'accroissement numérique du prolétariat, qui en est l'aspect le plus visible. On doit aussi examiner tous les phénomènes survenus dans des domaines nouveaux, jusqu'ici plus ou moins étanches à l'extension de la contradiction fondamentale entre salariat et capital. Ainsi, bon nombre de "progrès sociaux" et d'améliorations matérielles réelles, bien loin de justifier les espoirs de paix sociale que les capitalistes et leurs agents y ont placés, constituent autant de sources de conflits et de causes d'insatisfaction. Le niveau élevé de la productivité du travail, par exemple, qui offre les éléments matériels d'un loisir accru, a pour autre conséquence d'aiguïser la concurrence entre les entreprises et les pays, d'exiger l'allongement de la journée de travail et donc de s'opposer à l'usage généralisé de ce loisir. De plus les exigences patronales qui en découlent se heurtent à leur tour à un obstacle sourd mais de plus en plus opiniâtre : celui des jeunes générations qui, nées dans un monde de super-abondance, de gaspillage effréné, n'ont connu ni la guerre ni la crise, ne sont aucune-

ment résignées à accepter l'actuelle discipline productive et s'avèrent déjà blasées à l'égard des "merveilles" qu'on leur promet, avant même d'avoir commencé à trimer pour les obtenir.

Les laudateurs stipendiés de la société capitaliste occidentale, râchant pourtant volontiers que « l'homme ne vit pas que de pain », croient la révolution sociale exorcisée parce que cette société a provisoirement réussi à remplir quelques millions de ventres. Ils ne comprennent pas que la misère sociale classique, qui s'exprime par la faim (et qui n'épargne d'ailleurs l'occident que pour régner en maîtresse dans le reste du monde) n'a disparu que pour laisser place à d'autres formes d'oppression moins explosives sans doute, mais tout aussi désagréables car elles ne laissent pas de rendre l'aliénation salariale toujours plus intolérable. Mille faits — qui ne sont pour l'instant que faits divers — les révèlent : la délinquance qui monte en flèche, l'encanaillement des mœurs, le gangstérisme qui pénètre les milieux les plus "respectables", la prostitution qui cesse d'être une profession pour devenir une pratique s'insinuant dans toutes les couches de la société, etc... Dans ce stade ultime de la décadence du capitalisme, la putréfaction des rapports économiques, signalée déjà au début du siècle par les marxistes, passe du domaine de la production et des échanges dans celui de la vie civile, de la vie familiale, de la vie professionnelle, de la vie tout court ; écrasant l'individu au moment même où elle l'exalte ; faisant de la société tout à la fois, une jungle une prison et un asile de fous. Vraiment la révolution serait "inutile" alors qu'elle devient aussi urgente, aussi vitale ? Lorsque l'hypertrophie des forces productives atteint un tel paroxysme que la production devient destruction, lorsque l'énergie atomique aux promesses apocalyptiques dévore les budgets d'Etat, lorsque les savants nous révèlent que tout enfant qui naît est "marqué" par la radio-activité ?

Ni chimère ni mythe, la révolution sociale est un processus dont la maturation ne s'arrête pas, mais s'accroît. La seule chose qui la retarde et condamne l'humanité à pâtir on ne sait combien de temps sous le joug d'un système criminel, c'est le propre appui qu'elle apporte la classe révolutionnaire au mécanisme qui l'opprime et l'exploite. Tot ou tard viendra l'instant où le plus humble prolétaire saura que cette participation homicide se dissimule aussi sous un geste innocent : un lambeau de papier jeté au fond d'une urne...

(Dans le prochain numéro : PARLEMENTARISME ET REVENDICATIONS OUVRIÈRES).

LES QUESTIONS SANS RÉPONSE DES ÉCONOMISTES RUSSES

A l'ère de "l'informatique" les économistes russes se plaignent : « Nos statistiques sont mal faites et ne nous donnent aucun moyen de prévision économique ». Telles sont, en substance, les constatations du chef du bureau de statistique agricole de la R.S.F.S.R. dans un article que publiait la "Pravda" du 28 novembre 1966. « Les processus de production », déclare un certain Gouvjine, y sont représentés sans aucun lien avec les facteurs qui les déterminent. L'usage n'en retire que des questions, mais non des réponses ».

Naturellement ce spécialiste ne mettra pas en doute les fondements de sa "science", ni la possibilité de prévoir les phénomènes économiques et sociaux engendrés par le capitalisme russe. Ce qui compte pour lui, c'est de perfectionner les méthodes de sa propre discipline. Et ce travail lui paraît d'autant plus nécessaire que la libération des mécanismes mercantiles a rendu plus complexes les problèmes que doivent résoudre les économistes russes.

Prenons un exemple. Les statistiques sur la répartition des cultures dans la République de Russie,

dit Gouvjine, ne nous donnent aucune idée des facteurs économiques qui conditionnent les changements intervenus dans la structure des surfaces ensemencées. « Le tableau serait différent si les mêmes matériaux étaient présentés par groupe d'exploitations et selon le niveau de leur rentabilité. Cela permettrait de prévoir les modifications dans la politique des prix ou dans les fournitures de matériel ».

Et cet économiste distingué en vient naïvement à comparer les statistiques de la Russie tsariste et celles d'aujourd'hui : « Comme l'on sait, écrit-il, Lénine appréciait beaucoup les données statistiques des zemstvos (administration locale dans la Russie tsariste) dont l'un des grands mérites était d'établir un groupement des exploitations paysannes. Cela permettait de mettre en lumière les processus économiques et sociaux à la campagne. Malheureusement cette méthode n'a pas été développée dans nos statistiques... »

Et comment aurait-elle pu l'être ? Comment la Russie stalinienne aurait-elle pu mettre en lumière les processus économiques et sociaux de la contre-révolution ? Ne vou-

lait-on pas voir dans la paysannerie russe un tout homogène qui marchait à l'unisson vers le "socialisme" ? La nécessité de voir clair dans les rapports économiques et sociaux, chose si importante pour les destinées de la dictature prolétarienne dans la Russie de Lénine et de Trotsky, réapparaît aujourd'hui avec toute la force des antagonismes bourgeois que l'on avait voulu ignorer. Mais la préoccupation des politiciens et des économistes russes actuels n'est plus de tenter de maîtriser ou de restreindre la sphère où sévit la loi du marché ; elle n'est plus de rechercher la solution de ces antagonismes sur la vaste arène de la révolution mondiale. Il s'agit seulement pour eux de mieux analyser les mécanismes de la production capitaliste pour lui subordonner plus complètement leur politique économique et sociale.

Eh bien, cherchez, cherchez toujours spécialistes de toutes les branches de l'imbécile science bourgeoise. Sur ce terrain, vous ne trouverez que des questions, mais pas de réponse. Car la seule réponse est la nôtre : tout votre système sautera !

(Suite de la première page)

LES ALLIANCES FRANCO-RUSSES

vains efforts pour rétablir le pouvoir des tsars, elle dépêcha à Moscou Herriot puis Laval, afin de trouver, selon l'expression de Trotsky, « la formule historique d'une reconnaissance des Soviets par l'Europe » et transformer ainsi la guerre de mouvement lancée par l'Internationale Communiste en une guerre de tranchées que prôneront bientôt les mauvais stratèges du Kremlin. C'est dans cette tâche ingrate que Staline et Thorez aidèrent au maximum les classiques représentants de la démocratie petite bourgeoise aujourd'hui reléguée au musée des antiquités, non par l'épée donquichottesque du Général, mais par la marche inexorable de la concentration capitaliste.

La grande affaire des Cachin et des Thorez fut de naturaliser français le bolchevisme en le faisant entrer dans les traditions démocratiques du « socialisme » national. Il suffisait pour cela d'accréditer l'idée rassurante et typiquement menchéviste que la révolution d'Octobre n'était qu'une manière jacobine de se débarrasser du Louis XVI russe. Et d'évoquer les « soldats de l'An II » en se lavant les mains des tâches de la révolution prolétarienne du XX^e siècle et en laissant Pétrograd s'embourber dans les tranchées du stalinisme ! Telles furent les prémisses de la seconde alliance franco-russe. Non plus l'infamante collusion du tsar et de la République bourgeoise, mais la fornication mille fois plus honteuse du communisme et de la démocratie que l'on avait juré d'abattre. Certes, la révolution de 1917 avait irrémédiablement déchiré les actions russes des petits bourgeois français, mais la « défense de la démocratie » devait l'emporter largement sur la défense des intérêts immédiats de l'Épargne. Et c'est pourquoi la Russie nouvelle a bel et bien payé au centuple l'intérêt des emprunts tsaristes à la France démocratique : Staline, en bénissant le Front Populaire et la Résistance, le maréchal Malinovsky en s'inclinant sur les champs de bataille « communs » de la première guerre impérialiste, Kossyguine en renouant avec les

représentants de la Finance et de l'Industrie.

L'alliance franco-russe de 1892 était une alliance contre la révolution russe. Le pacte Laval-Staline de 1935 scella l'union sacrée « antifasciste » contre la révolution européenne. Dans les deux cas, la diplomatie franco-russe prétendait défendre contre les atteintes de l'Allemagne la paix, le statu quo et la « sécurité européenne ». Tout son édifice reposait en réalité sur le maintien de l'ordre social établi. Et Staline alla plus loin qu'Alexandre III. Il offrit à la République ce petit codicille annexé au « grand » traité d'assistance mutuelle : « Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ». Une phrase qui eut plus de poids que tous les discours et tous les voyages de Khroutchev et de Kossyguine ! Car elle permit à Thorez d'abandonner ses derniers scrupules et de s'installer confortablement dans la légalité républicaine.

Par son entrée à la Société des Nations et dans le jeu des alliances bourgeoises, par son intervention dans la seconde guerre mondiale aux côtés des vieilles « démocraties », la Russie a donc repris son rôle traditionnel de sentinelle avancée de la contre-révolution européenne. Et ce ne fut pas seulement Constantinople, le Bosphore et les Dardanelles que les gouvernements de la Résistance consentirent à lui jeter, mais toute l'Europe orientale déchirée par la guerre et l'inquiétante capitale de la révolution allemande : Berlin écrasé sous les bombes, Berlin possible vengeur de Pétrograd ! Des naifs se sont étonnés, à l'époque, que Staline ne refasse pas en sens contraire les campagnes napoléoniennes de 1813. Mais l'histoire ne lui permit de jouer les grands capitaines que sous les murs de Stalingrad ! En effet, pour défendre l'Europe contre la révolution, c'est à Berlin qu'il fallait s'arrêter.

Et Staline sut tenir ses engagements envers la bourgeoisie européenne. En plantant son drapeau sur les ruines fumantes du Reichstag il replâtra du même coup l'édifice décrépi du Palais Bourbon.

Un quart de siècle plus tard, l'ordre établi en Europe par l'annexion de l'Allemagne et le partage du continent en sphères d'influence respectives de l'impérialisme américain et du « socialisme » russe, s'est remis à craquer. Mais ces changements ne doivent rien à « l'aventurisme », ni à « l'esprit de revanche » des politiciens bourgeois qui ne furent jamais aussi prudents à l'Ouest comme à l'Est pour déplacer la plus petite pièce du château de cartes de Potsdam et de Yalta. Si l'ordre européen donne des signes multipliés d'effritement, c'est sous la seule poussée de la concentration capitaliste. C'est elle qui a transformé l'Europe unie sous l'égide de l'Amérique en une Europe rivale de l'Amérique ; c'est elle aussi qui a provoqué à l'Est le mouvement irrésistible de libération des échanges. Mais la division de l'Allemagne restant la pièce intangible du jeu diplomatique et de la conservation sociale, les capitaux de l'Ouest ont dû commencer par où Hitler avait fini : la conquête des marchés orientaux. A Varsovie, à Budapest ou à Sofia, partout où les tanks russes ont résisté à la « volonté du peuple », la technique russe recule devant la technique et la puissance financière du capital européen et en premier lieu de l'Allemagne.

Cette concurrence implacable est un sujet suffisant d'inquiétude pour les politiciens de Moscou qui voyaient justement dans son développement pacifique, un gage de la « victoire du socialisme » et de « l'amitié entre les peuples ». Or, c'est sur ce terrain « choisi » par elle-même que la Russie recule, tout en tenant bien haut le drapeau de la Sainte Alliance réactionnaire de l'après-guerre. « Nous sommes favorables », a dit Kossyguine, à la convocation d'une conférence sur la sécurité européenne. Il nous semble

que les pays européens pourraient se réunir pour examiner la situation en Europe en vue de réduire la tension et d'assurer un développement économique rapide ». Mais toutes les tensions et toutes les menaces ne proviennent-elles pas d'un rapide développement économique qui a déjà miné l'ordre établi ? Il n'y a pas que la technique russe qui retarde sur l'Occident, il y a aussi sa politique. Kossyguine a défendu à Paris les principes les plus réactionnaires de politique internationale : le « droit de regard » de l'Amérique et la division de l'Allemagne.

« En ce qui concerne la participation éventuelle des Etats-Unis à cette conférence européenne, a-t-il déclaré, c'est une question à laquelle il appartient à l'ensemble des pays européens de répondre ». Venir dire cela à Paris, n'est-ce pas une belle vacherie pour de Gaulle et un coup de chapeau à Johnson par-dessus l'Atlantique ? Une vacherie qui justifie seul le super-conformisme de M. Kossyguine.

« La contribution essentielle que la République fédérale allemande pourrait apporter serait de se rendre compte, d'une façon réaliste, de la situation en Europe (demandez donc à M. Krupp s'il ne s'en est pas rendu compte depuis longtemps !) Il y a deux Etats allemands, poursuit Kossyguine. Aucune force extérieure ne peut modifier cette situation et ne pourra la modifier à l'avenir. Rien d'autre n'est réaliste. Les frontières existantes sont inviolables. Si la République fédérale allemande reconnaît cette inviolabilité, elle apportera une contribution substantielle à la détente européenne ».

Telle est la politique étrangère de la Russie « socialiste » : paix, statu-quo, conférences internationales, respect des frontières nationales et même artificielles, alors que le Capital les a déjà franchies dans tous les sens et sous toutes les formes du fameux « développement économique » ; alors que l'Europe étouffe déjà dans les limites où on lui a permis de se reconstruire ; alors que la concurrence effrénée lui fait déjà recouter la crise. Kossyguine a aussi sa réponse à de telles inquiétudes : « Nous voudrions que certaines branches de l'économie de nos deux pays, annonce-t-il aux capitalistes français, soient développées afin de répondre à leurs besoins pour quinze ou vingt ans, sans que l'on ait à craindre les crises, les récessions, les hauts et les bas de la conjoncture... »

« Nous voudrions que certaines branches de l'économie de nos deux pays, annonce-t-il aux capitalistes français, soient développées afin de répondre à leurs besoins pour quinze ou vingt ans, sans que l'on ait à craindre les crises, les récessions, les hauts et les bas de la conjoncture... »

« Que vous faut-il de plus bourgeois de la France Eternelle ? Un fils du prolétariat de Pétrograd devenu grand patron du « socialisme » russe vous offre le maintien de l'ordre européen et le développement des affaires, la garantie politique de Moscou et une exploitation accrue des prolétaires. Ce « communisme » n'est-il pas plus précieux que tous les tsars de la Sainte Russie ? Dans le ciel de vos amitiés douteuses avec le « peuple » russe, un « socialisme » pareil ne remplace-t-il pas avantageusement les soupirs langoureux des vieilles comesses franco-russes évoquant les surprises du French-Cancan ? Les tsars ne vous offraient que quelques mines de charbon en Ukraine, quelques puits de pétrole à Bakou, quelques lignes de chemins de fer en Sibérie. Et leur amitié compromettante, Alexis Nikolaïevitch Kossyguine vous offre un marché en pleine expansion, un prolétariat développé et soumis, une amitié qui fait honneur à votre « progressisme ».

Jamais la Sainte Alliance franco-russe ne fut plus étroite. Cependant elle n'a jamais été plus fragile. Le développement du Capital, les guerres et les révolutions en ont déjà sapé les bases. Le petit bourgeois français a disparu de la scène historique peu après que le moujik russe a déchiré ses liasses d'actions. Cet autre petit bourgeois qu'est le paysan kolkhozien suivra inévitablement le même sort. Ainsi disparaîtront de l'Atlantique à l'Oural les dernières réserves sociales de la contre-révolution. Qu'importeront alors de Gaulle ou Kossyguine ? Quand sautera une seconde fois le verrou des alliances franco-russes, la bourgeoisie européenne aura également épuisé toutes les ressources politiques de la démocratie et du stalinisme.

VIETNAM : LA FIN DU SCANDALE

(Suite de la première page)

« communiste » prend fin. Il ne demeure plus que le « scandale » bourgeois le plus commun, le plus plat.

**

Pour comprendre dans quelle interminable impasse la défaite du prolétariat européen, dans les années 20, mais surtout la dégénérescence nationaliste stalinienne de son organisation internationale ont engagé non seulement la cause de la révolution socialiste, mais même le développement historique immédiat, c'est-à-dire le mouvement populaire qui porte les pays arriérés vers la formation de la nation et l'édification d'une économie moderne, capitaliste, l'exemple du Vietnam est particulièrement frappant. Une illustration brillante du crétinisme national des dirigeants staliniens nous est donnée dans l'interview accordée au « Monde » par le général Vo Nguyen Giap (8 décembre 1966).

« Nous vaincrons politiquement et militairement », affirme Giap, avec à l'appui deux arguments. Le premier, très général et très classique : « Un peuple qui se bat pour son indépendance accomplit de grandes prouesses légendaires : Je vous parle là de la force morale d'un peuple qui est décidé à s'unir pour lutter jusqu'au bout pour la liberté et l'indépendance » ; le second plus stratégique : « l'intervention directe des Américains est une opération de sauvetage... Ils ont dû

dispenser leur dispositif. Ils n'arriveront pas à concentrer leurs forces... Une telle opération n'est pas de l'initiative... Ils doivent lutter dans les conditions dans lesquelles l'armée de libération veut qu'ils luttent, c'est-à-dire dans des conditions défavorables... Le jour où les Américains verront qu'ils ne peuvent gagner la guerre, alors ils s'arrêteront ».

La faiblesse fondamentale de ces deux arguments réside dans leur nature étroitement nationale. Il est possible que le rapport des forces au Vietnam même soit favorable au mouvement de la libération nationale, mais Giap ignore volontairement, ou ne prend pas au sérieux, l'autre rapport des forces, celui qui règne à l'échelle mondiale et qui, lui, est autrement défavorable. L'idée qu'il se fait de l'invincibilité des mouvements populaires nationaux est située hors de l'espace et surtout du temps ; elle est quasi-métaphysique. « Comprenez, dit-il, ce qu'est la force de tout un peuple qui se lève et lutte pour son indépendance... Rappelez-vous la Révolution française, rappelez-vous Valmy et les soldats mal équipés face à l'armée de métier prussienne ; et pourtant ce fut la victoire ». Giap semble ignorer que le rapport des forces mondiales était alors tout différent : en dehors des états féodaux ennemis de la France bourgeoise révolutionnaire, mais déjà minés de l'intérieur, il n'existait au monde que deux nations bourgeoises, les Etats-Unis et l'Angleterre qui fut son adversaire le plus déterminé. Si la Révolution bourgeoise l'emporta (à travers toutefois les compromis de classe de l'Empire), c'est que l'Angleterre, a aussi puissante qu'elle fût, était bien incapable d'empêcher l'éclosion d'un nouveau centre moteur, autonome, du Capitalisme. De même que la France fut incapable d'empêcher la formation de la nation, c'est-à-dire d'un nouveau centre moteur du capitalisme, en Allemagne. De même que les puissances bourgeoises euro-

peennes réunies furent incapables d'empêcher la naissance d'un centre autonome du capitalisme en Russie. De même que Russes et Américains ne purent empêcher la formation de la nation chinoise. Quand Giap dit que les Américains ont subi une défaite en face de la Chine, il a raison et nous ajouterons qu'il s'agit aussi d'une défaite des Russes, mais il ignore que cette défaite de l'Amérique et de la Russie est une victoire du Capital. Ces victoires successives du mode de production capitaliste mondial, aucune bourgeoisie nationale au pouvoir ne peut les empêcher. Nulle d'entre elles, ni même toutes ensemble, ne peuvent s'opposer à la constitution d'ensembles capitalistes de plus en plus vastes : France, Allemagne, U.R.S.S., Chine. Mais précisément ces ensembles sont de plus en plus vastes et le reste du monde, qu'ils ont à se partager, de plus en plus restreint. Une fois la nouvelle puissance reconnue diplomatiquement (pour la Chine ce n'est pas encore terminé), c'est-à-dire admise à la table du banquet mondial de l'impérialisme, rien n'est plus évident pour elle que la nécessité de jouer le jeu et d'éviter la formation de nouvelles nations indépendantes, de nouveaux centres moteurs, relativement autonomes, du Capital. Il n'y a pas à chercher ailleurs la cause de l'isolement total du Vietnam en face de ce que Giap appelle lui-même « le gendarme international ».

Mais il y a une raison encore plus impérieuse à la solidarité mondiale des puissances envers l'entreprise américaine. C'est que les Etats-Unis sont devenus à travers les deux guerres mondiales le principal centre moteur et, en quelque sorte, le soutien économique principal, le pilier du capitalisme mondial. Que les marchés de capitaux, de matières premières et de biens manufacturés nécessaires à l'organisme géant de l'impérialisme américain ces-

sent de s'élargir, et on verrait la crise apparaître puis se répéter, par l'immense réseau des relations interimpérialistes à l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale. En « défendant » le Vietnam, c'est-à-dire aussi le Sud-Est Asiatique, c'est-à-dire aussi l'Amérique Latine et l'Afrique, c'est la stabilité sociale de l'ensemble du monde capitaliste que le soldat américain défend au Vietnam. C'est pourquoi chacun laisse faire, Wilson et Kiesinger, Kossyguine et Mao, chacun à sa manière, celle de de Gaulle, d'U-Thant ou de sa Sainteté Paul VI.

**

Que pèsent en face de cela les « forces de paix » sur lesquelles compte Giap : « Politiquement c'est une guerre d'agression contre tout un peuple et l'opinion américaine, de plus en plus, verra l'injustice de cette guerre », et il ajoute : « Les Américains ont l'humanité progressiste contre eux ». L'opinion, populaire, progressiste : pas une seule fois dans ce texte on ne trouvera allusion au prolétariat. Il est vrai qu'il est actuellement politiquement amorphe, mais il est vrai aussi que c'est la seule classe qui puisse, parce qu'elle souffre dans son ensemble, mettre en cause la stabilité d'Etats décidés à tout pour garantir les conditions générales de la prospérité capitaliste, Etats dont le meilleur appui est précisément cette « opinion », qu'ils fabriquent eux-mêmes, et ce « progressisme » dont la base matérielle est justement assurée par la manne de la surexploitation coloniale, largement répandue dans les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière. Pas un mot chez Giap pour les prolétaires noirs américains victimes les plus misérables du Moloch américain et dont la lutte est la même, au fond, que celle des paysans jaunes. On est un patriote vietnamien d'un diable ! et non un agent de la

subversion prolétarienne mondiale.

« Nous sommes fiers de la lutte de notre peuple qui écrit les pages les plus glorieuses de son histoire » (souligné par nous) dit Giap. Et il ajoute : « L'histoire des Etats-Unis (idem) enregistrera la guerre néocolonialiste menée contre le Viet-Nam comme une des guerres d'agression les plus odieuses ».

Ainsi s'achève, et tel en réalité qu'il avait commencé, dans l'exaltation de la nation, spécifique et éternelle, l'opportunisme stalinien. Le marxisme, qui ne considère la nation que comme une formation historique transitoire, et à l'époque impérialiste, à dépasser le plus vite possible (parce que cela devient matériellement possible), appelle, il est vrai, le prolétariat à lutter pour l'indépendance au côté des forces populaires. Mais il insiste surtout sur le fait que les prolétaires « nationaux » ne doivent jamais perdre de vue qu'une des conditions essentielles de la solution du problème social est la destruction des nations, et à cette fin, la solidarité avec le prolétariat de tous les pays, réalisable seulement dans la nécessaire autonomie de son organisation internationale de lutte.

C'est cette conception révolutionnaire que le stalinisme a fait disparaître de la conscience du prolétariat international et le Viet-Nam n'est que la dernière victime à payer le prix tragique de cette effroyable défaite. C'est à cette conception que devra revenir le prolétariat mondial s'il veut mettre fin, en même temps qu'à l'exploitation sociale, à l'oppression nationale et aux massacres.

Renonçant à « écrire l'histoire » nous appelons le prolétariat de tous les pays à son urgent devoir, qui est de la faire.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépot légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.